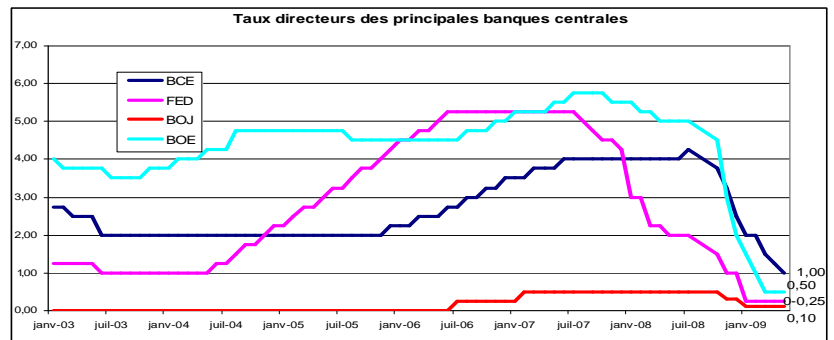


1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La FED maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 16 décembre 2009 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. En novembre 2009, les dépenses de consommation des ménages américains sont en hausse de 0,5 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation mesurés en novembre ont progressé de 0,4 % sur un mois. La production industrielle a augmenté de 0,8 % par rapport à octobre. Les Etats-Unis d'Amérique ont perdu 85 000 emplois en décembre 2009. Le taux de chômage reste stable à 10 %.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France...

En France métropolitaine, à fin novembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A s'établit à 2 630 400, soit une hausse sur un mois en données corrigées des variations saisonnières de 0,1 % (+ 3 100 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 22,1 % (+ 28,3% pour les hommes et + 15,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie A croît de 22,8 %.

... et du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en novembre 2009 contre 9,9 % en octobre. Il était de 8 % en novembre 2008. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,5 % en novembre 2009. Il était de 7,5 % en novembre 2008.

Inflation

Moindre progression de l'inflation en France que dans la zone euro

En novembre 2009, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois ; sur un an, il croît de 0,4 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,7 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 0,9 % en décembre 2009. En novembre, le taux était de 0,5 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire dans un contexte de poursuite de la déflation

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 18 décembre 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En novembre 2009, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,6 % par rapport à octobre. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,7 % sur un an en novembre pour le neuvième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,2% en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2% contre 5,1 % en octobre. En novembre 2009, les

exportations japonaises ont baissé de 6,2 %, les importations ont reculé de 16,8 % et l'excédent commercial a atteint 2,83 milliards d'euros.

Forte progression des importations chinoises

En novembre 2009, la production industrielle de la Chine a augmenté de 19,2 % sur un an. L'indice chinois des prix à la consommation a crû de 0,5 % en novembre sur un an. Les importations chinoises ont augmenté de 26,7 % en glissement et les exportations ont reculé de 1,2 % sur un an.

Réglementation bancaire

Régulation du système financier

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, a présenté au Conseil des ministres du 16 décembre 2009 un projet de loi de la régulation bancaire et financière. Préparé à la demande du Président de la République, ce projet vise à mettre en œuvre les décisions du G20 de Pittsburgh au niveau national.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2165.pdf>

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La Commission bancaire et la cellule Tracfin (Traitement du renseignement et actions contre les circuits financiers clandestins) ont publié les lignes directrices conjointes sur la déclaration de soupçon. Ces lignes directrices expliquent les textes en vigueur sur la déclaration de soupçon ainsi que les attentes de la cellule et du superviseur dans ce domaine. Elles tiennent compte de l'extension du champ déclaratif, notamment de l'intégration de la fraude fiscale instaurée par l'ordonnance du 30 janvier 2009.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/telechar/supervi_banc/20091215-lignes-directrices-conjointes-commission-bancaire-et-tracfin.pdf

Autorité de contrôle prudentiel

L'ordonnance portant sur la création d'une nouvelle autorité de contrôle prudentiel (ACP) est actuellement examinée en Conseil d'Etat, pour être présentée en Conseil des ministres, le 20 janvier. La publication du texte et des décrets d'application devrait permettre une entrée en vigueur aux alentours du 15 février. L'ACP regroupera les quatre superviseurs actuels : Commission bancaire, Comité des Etablissements de crédit et des entreprises d'investissements (CECEI), Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (ACAM) et Comité des entreprises d'assurance (CEA). Elle sera composée d'un collège de seize membres présidé par le gouverneur de la Banque de France (président de la Commission bancaire) et doté d'un vice-président issu du monde de l'assurance.

Publication au Journal Officiel de la République

L'ordonnance n° 2010-11 du 7 janvier 2010 portant extension et adaptation de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à Wallis-et-Futuna a été publiée au Journal Officiel de la République du 8 janvier 2010.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

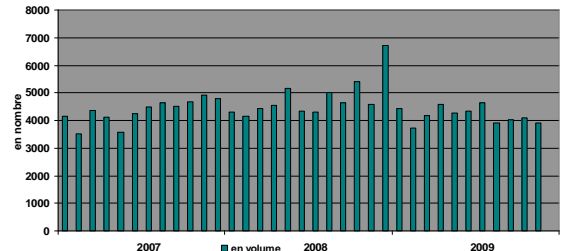
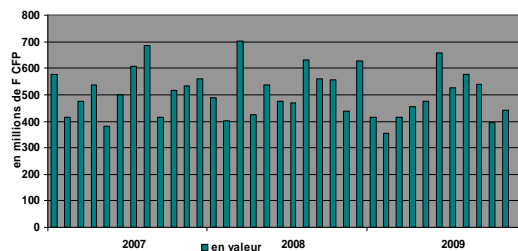
en millions de F CFP	nov-07	nov-08	nov-09	var. annuelle n-1	var.annuelle n
Circulation fiduciaire	1 758	1 905	1 929	8,36%	1,26%
Dépôts à vue	2 571	2 899	3 479	12,76%	20,01%
Total M1	4 329	4 804	5 328	10,97%	10,91%
M2-M1	405	412	647	1,73%	57,04%
Total M3	5 672	6 301	6 627	11,09%	5,17%

Concours à caractère bancaire

en millions de F CFP	sept-07	sept-08	sept-09	var. annuelle n-1	var.annuelle n
Crédits de trésorerie	907	1 000	996	10,3%	-0,4%
Crédits à l'équipement	987	1 122	970	13,7%	-13,5%
Crédits à l'habitat	759	656	507	-13,6%	-22,7%
Autres crédits	386	401	379	3,9%	-5,5%
Sous total	3 039	3 179	2 852	4,6%	-10,3%
Créances douteuses brutes	1 008	982	1 097	-2,6%	11,7%
Total	4 047	4 161	3 949	2,8%	-5,1%

Compensation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	nov-09	3 897	-4,5%	-15,2%
	cumulée	nov-09	46 036	9,2%	-9,6%
Compensation (en millions de CFP)	mensuelle	nov-09	443,7	12,6%	0,9%
	cumulée	nov-09	5 258,2	9,2%	-7,5%



Incidents bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements par chèque	mensuelle	déc-09	77	37,5%	-36,9%
	cumulée	déc-09	1 110	7,5%	15,5%
Retraits de cartes bancaires	mensuelle	déc-09	-	-100,0%	100,0%
	cumulée	déc-09	15	0,0%	25,0%

Interdits bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc-09	440	-0,7%	2,6%
	dont personnes physiques	déc-09	429	-0,7%	3,1%
	dont personnes morales	déc-09	11	-	-15,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	déc-09	49	2,1%	11,4%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc-09	17	6,3%	13,3%

Cotation des entreprises de l'IEOM

La cotation IEOM est une appréciation de la santé financière d'une entreprise. Elle permet d'évaluer le risque porté par l'entreprise à un horizon de trois ans. La cotation est constituée de 4 caractères :

- la cote de refinancement détermine l'accès aux dispositifs de refinancement de l'IEOM
- la cote d'activité indique le niveau de chiffre d'affaire de l'entreprise
- la cote de crédit permet d'apprécier la situation financière de l'entreprise
- la cote de paiement indique d'éventuelles difficultés de paiement rencontrées par l'entreprise.

Sur l'année 2009, 36 cotations d'entreprises ont été actualisées par l'IEOM, avec 19 bilans transmis au Service Entreprises de l'IEOM. Le nombre de cotes valides a progressé de 11,3 % en 1 an. Le nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM s'établit en fin d'année à 17, sur une base de 52 entreprises cotées. Par ailleurs, 9 entretiens ont eu lieu avec les dirigeants d'entreprise durant l'année écoulée au titre de la cotation.

Pour faire coter votre entreprise, merci de contacter le Service Entreprises de l'IEOM au 72.25.05

3 - Actualité régionale

.....

Accord de Partenariat Économique

L'Union Européenne (UE) vient de signer un accord de partenariat économique (APE) avec d'une part Fidji et d'autre part la Papouasie Nouvelle-Guinée. Cet accord intérimaire vient proroger l'accord de Cotonou passé entre l'UE et les pays ACP en 2000. Il garantit aux produits fidjiens et papous, principalement le sucre et le thon, des conditions d'accès particulières au marché européen. En contrepartie, Fidji et la Papouasie Nouvelle-Guinée doivent supprimer les droits de douanes sur respectivement 87 % et 88 % des produits venus d'Europe. (Source : Newspad-pacific)

Prochain sommet du Forum des Iles du Pacifique

Le 1er ministre du Vanuatu, M.MOLISA, a annoncé lors de la présentation de la loi de finance 2010 que 3 millions de dollars US seront consacrés à l'organisation du prochain sommet du Forum des Iles du Pacifique (FIP) qui aura lieu au Vanuatu cet été. Le FIP, organisation régionale d'Océanie, regroupe 16 états membres. (Source : Newspad-pacific)

Nomination

Le gouverneur adjoint de la Banque centrale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Loi BAKINI, devrait prochainement prendre la tête de cette institution et succéder ainsi à Sir Leonard Wilson KAMIT, Gouverneur depuis 10 ans. (Source : Newspad-pacific)

Coût financier du cyclone Mick

Les dégâts provoqués par le cyclone Mick qui s'est abattu les 14 et 15 décembre 2009 sur les îles Fidji représenteraient un coût total de 25 millions de dollars fidjiens (8,8 millions d'euros), d'après le chiffre provisoire annoncé par le centre national de gestion des catastrophes naturelles. Ce montant resterait largement inférieur à celui subit par les inondations du début d'année (70 millions d'euros). (Source : Newspad-pacific)

4 – Brèves locales

.....

Départ en retraite

L'agence IEOM de Wallis-et-Futuna souhaite remercier Madame Amelia PRESSENSE, qui après plus de 33 ans de carrière au sein des Instituts à Mata'Utua, a décidé de faire valider ses droits à la retraite à compter du 01 janvier 2010. Depuis l'ouverture de l'agence de Mata'Utua en janvier 1999, elle a occupé avec efficacité le poste de « caissier ». Elle se verra remettre la médaille d'honneur d'or du Travail.

Session budgétaire de l'Assemblée territoriale

Le 09 décembre 2009 s'est tenue la séance d'ouverture de la session budgétaire de l'Assemblée territoriale pour l'année 2010. A cette occasion les conseillers ont élu le bureau; Victor BRIAL a été reconduit pour présider l'Assemblée assisté de Pesamino TAPUTAI au titre de vice-président. Les élus ont également revu l'utilisation des crédits du 10ème FED. Ainsi, le seul secteur de concentration retenu, conformément à la demande de l'UE, est le désenclavement économique de l'archipel par l'amélioration de la desserte maritime et aérienne entre Wallis-et-Futuna et vis-à-vis de l'extérieur. De même, la stratégie de développement durable du Territoire approuvée en 2002, devra être actualisée afin de respecter les conditions mises à l'appui budgétaire de l'UE dans le cadre du 10ème FED. Enfin, le Territoire a émis le souhait que l'aide financière du 10ème FED soit fournie sous forme d'aide-projet au lieu d'un soutien budgétaire.

Budget primitif 2010

Le budget voté lors de la session budgétaire du 09 décembre 2009 s'élève à 2,7 milliards de F CFP, en diminution de 10 % par rapport à 2009. La section de fonctionnement, qui accapare 99 % du budget global, perd 8 % par rapport à l'année dernière. La section d'investissement est pour sa part divisée par 4, à 25 millions de FCFP.

Projet GSM

L'Assemblée Territoriale a adopté le 10 décembre 2009 la délibération n°87/AT/2009 relative à la mise en place future du GSM à Wallis-et-Futuna. Une option claire a été prise, suite à l'étude du Consultant ICEA financée par l'AFD, dans le montage institutionnel, par le Territoire en faveur d'un partenariat entre le SPT et un opérateur extérieur. Cette délibération a été rendue exécutoire par arrêté préfectoral n°2009-475 du 28 décembre 2009.

Les indicateurs de référence

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. mensuelle	Gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3e T 2009	101,03	-	-0,5%
SMIG mensuel (janvier 2008 et septembre 2008) en XPF			mars-09	79 812	-	+4,5%
Nombre d'emplois salariés*			mai-09	1 483	-	-36,3%
Echanges extérieurs en millions de XPF						
Importations	mensuelles	déc-09	354,4	-11,8%	-47,7%	
	cumulées	déc-09	4 696,0	-	-22,0%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mensuels	déc-09	71,0	-35,2%	-53,6%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	cumulés	déc-09	861,4	-	-30,9%	
Taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	cumulées	déc-09	401,3	-	8,9%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	Var. mensuelle	Gliss. annuel	
Energie						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		1er T 2009	5 322	-	+0,2 %	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	nov-09	627	-12,4%	-2,5%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	nov-09	184	-2,0%	3,3%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-09	3 074	19,4%	7,3%	
	cumulé	déc-09	27 660	-	2,9%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-09	1 349	9,6%	9,8%	
	cumulé	déc-09	13 316	-	3,5%	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	déc-09	2	-50,0%	-50,0%	
	cumulées	déc-09	31	-	-20,5%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		3e T 2009	41	-	-38,8%	

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPP, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var.
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	sept	101,51	101,03	-0,5%
Entreprises				
nombre d'entreprises	sept	749	697	-6,9%
créations	sept	186	30	-83,9%
fermetures	sept	31	62	100,0%
personnes morales en interdiction bancaires (nb)	déc	13	11	-15,4%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	déc	2 026	1 827	-9,8%
importations de biens d'équipement (M XPF)	déc	863	670	-22,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	déc	-	79,7	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	118	76	-35,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)*	mai	2 258	1483	-34,3%
dont secteur privé*	mai	927	649	-30,0%
dont secteur public*	mai	1 331	834	-37,3%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} sept	472,3	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	416	429	3,1%
décision retrait cartes bancaires	déc	12	15	25,0%
incidents paiements sur chèques	déc	961	1110	15,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	140	76	-45,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	déc	-	197,2	
importations de produits alimentaires (M XPF)	déc	1 499	1413	-5,7%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	déc	837,4	682,5	-18,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
Importations	déc	6 014,6	4696,0	-21,9%
exportations	déc	-	-	-
recettes douanières	déc	1708	1273	-25,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	déc	1 246,7	861,4	-30,9%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	déc	449,6	401,3	-10,7%
Indicateurs financiers**				
Dépôts à vue	nov	2 899	2 867	-1,1%
M1	nov	4 804	4 796	-0,2%
M2	nov	5 216	5 408	3,7%
Dépôts à termes	nov	1 085	698	-35,7%
M3	nov	6 301	6 106	-3,1%
P1	nov	0	0	-
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	sept	1 682	1 510	-10,2%
dont crédits à la consommation	sept	1 019	999	-2,0%
dont crédits à l'habitat	sept	656	507	-22,7%
Entreprises	sept	943	853	-9,5%
dont crédits d'exploitation	sept	194	227	17,0%
dont crédits d'investissement	sept	719	607	-15,6%
dont crédits à la construction	sept	0	0	-
Collectivités locales	sept	403	363	-9,9%
Autres agents de CCB non ventilés	sept	151	124	-17,9%
créances douteuses brutes	sept	982	1 097	11,7%
taux de créances douteuses	sept	23,6%	27,8%	17,8%
ensemble des actifs financiers				
Ménages	sept	2 983	2 725	-8,6%
Sociétés	sept	1 722	2 301	33,6%
Autres agents	sept	5 032	4 075	-19,0%
dont assurances-vie	sept	726	795	9,5%

*chiffres provisoires

**chiffres révisés

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEP, Aviation civile

6 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,95% à 6,40% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2009)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2009	30/11/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
EONIA	0,4100%	0,4260%	- 0,016 pt	2,3520%	- 1,942 pt
EURIBOR 1 mois	0,4530%	0,4720%	- 0,019 pt	2,6030%	- 2,150 pt
EURIBOR 3 mois	0,7000%	0,7190%	- 0,019 pt	2,8920%	- 2,192 pt
EURIBOR 6 mois	0,9940%	0,9950%	- 0,001 pt	2,9710%	- 1,977 pt
EURIBOR 12 mois	1,2480%	1,2340%	+ 0,014 pt	3,0490%	- 1,801 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	02/03/1996
taux d'intérêt légal		JORF
année 2009	3,79%	11/02/2009
année 2008	3,99%	23/02/2008

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2009	30/11/2009	Var. M-1	fin 12/08	Var. fin 08
TEMPE	0,3476%	0,3585%	- 0,011 pt	2,4511%	- 2,104 pt
EURIBOR 1 mois	0,4790%	0,4360%	+ 0,043 pt	2,9590%	- 2,480 pt
EURIBOR 3 mois	0,7120%	0,7160%	- 0,004 pt	3,2570%	- 2,545 pt
EURIBOR 6 mois	0,9950%	0,9930%	+ 0,002 pt	3,3300%	- 2,335 pt
EURIBOR 12 mois	1,2420%	1,2300%	+ 0,012 pt	3,4180%	- 2,176 pt
TMO	3,7400%	3,8100%	- 0,070 pt	3,7300%	+ 0,010 pt
TME	3,5400%	3,6100%	- 0,070 pt	3,5300%	+ 0,010 pt
TRBOSP	3,7600%	3,7100%	+ 0,050 pt	3,6400%	+ 0,120 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008	31/12/2009	30/11/2009	31/12/2008
taux JJ	0,145%	0,205%	1,000%	0,430%	0,135%	0,425%	0,465%	0,480%	1,350%
3 mois	0,375%	0,520%	2,900%	0,305%	0,325%	0,950%	0,705%	0,695%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,840%	3,260%	3,020%	nd	1,260%	1,180%	4,010%	3,520%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%
Prêts à taux fixe	6,57%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,53%
Prêts à taux variable	5,92%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,61%
Prêts relais	6,40%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,71%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,45%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,71%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,88%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Demier cours fin de mois	1 USD/XPF	82,8348	1 NZD/XPF	60,2594	1 HKD/XPF	10,6824	1 GBP/XPF	134,3675	
100 JPY/XPF	89,6153	1 AUD/XPF	74,5451	1 SGD/XPF	59,0927	100 VUV/XPF	84,6883	1 FJD/XPF	42,9143
1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,4406	NZD	1,9803	HKD	11,1709	GBP	0,8881
JPY	133,16	AUD	1,6008	SGD	2,0194	VUV	140,907	FJD	2,7807